



A COMPLETER, PARAPHER ET SIGNER

PROJET D'ACCORD-CADRE AOR-B26-00101-VD

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019
représenté par Monsieur Sébastien DAUVE, agissant en qualité de Directeur de l'Institut LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S _____,
représentée par Monsieur _____, agissant en qualité de _____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

(à compléter par le soumissionnaire)

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	4
3.1- Correspondants du CEA	4
3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne]	5
3.3 - Correspondants du Titulaire	5
ARTICLE 4 - DEFINITION DES FOURNITURES	5
ARTICLE 5 - DUREE ET PHASES DE L'ACCORD-CADRE	5
5.1 –Tranche ferme	5
5.2 –Tranches optionnelles	6
ARTICLE 6 - CONDITION D'EXECUTION	6
6.1- Conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	6
6.2- Formalisme des bons de commande	6
ARTICLE 7 - CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 8 - DELAIS DE LIVRAISON	7
ARTICLE 9 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON	8
ARTICLE 10 - RECEPTION DES FOURNITURES	9
ARTICLE 11 - FOURNITURE NON CONFORME	9
ARTICLE 12 - GARANTIE	10
ARTICLE 13 - RAPPORT DE DEFAILLANCE	10
ARTICLE 14 - SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	10
ARTICLE 15 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL	11
ARTICLE 16 - PRIX	11
16.1 –Montant maximum	11
16.2 –Prix unitaires	11
16.3 –Révision des prix	12
ARTICLE 17 - RESILIATION	12
ARTICLE 18 - PENALITES	12
18.1 – Retards portant sur les délais de livraison et sur la qualité des Fournitures (cf indicateurs à l'article 13.1 du cahier des charges).....	12
18.2 – Non-remise de documents.....	12
18.3 - Non-respect d'une mise en demeure.....	12
18.4 – Application des pénalités	12
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION	13
ARTICLE 20 -- CONDITIONS DE PAIEMENT – REGLEMENTS	13

ARTICLE 21 - RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE.....	14
ARTICLE 22 - REGIME FISCAL [à supprimer si marché à l'étranger].....	14
REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier].....	14
22.1 - Régime fiscal	14
22.2 - Régime douanier :.....	15
ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]	15
ARTICLE 24 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]	16
ARTICLE 25 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE.....	16

ARTICLE 1 -OBJET

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire qui accepte **la fourniture de :**

- 25 wafers CMOS 200mm comportant un réseau d'interconnexion sur SI et d'un jeu de 7 masques, ci-après dénommée par le terme « la Fourniture » individuellement, et par le terme « les Fournitures » collectivement.

L'accord-cadre sera conclu avec un seul attributaire (mono-attributaire).

ARTICLE 2 -DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 -

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOR-B26-00101-VD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques de l'accord-cadre et leurs annexes (le cahier des charges référencé DRT-LETI-DOPT-SNAP-LISE-26-01-000104 en date du 15/09/2026 fourni pour la phase candidature et le cahier des charges DRT-LETI-DOPT-SNAP-LISE-25-11-002699 en date du 15/01/2026 fourni pour la phase offre, plans, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022);
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée PM Annexe 1 Bordereau des prix unitaires du [REDACTED], à titre supplétif.

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes suivantes font partie intégrante du présent accord-cadre :

- annexe n°1 « Bordereau des prix unitaires » et annexe n°2 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant »

ARTICLE 3 -CORRESPONDANTS

3.1- Correspondants du CEA

Correspondants techniques :

Marianne CONSONNI – DRT/LETI/DOPT/SNAP/LISE - Tél : 04.38.78.41.35

Email : marianne.consonni@cea.fr

Patrick Le MAITRE – DRT/LETI/DOPT/SNAP/LISE -

Tél : 04.38.78.38.99

Email : patrick.lemaitre@cea.fr

Correspondantes commerciales :

Valérie DIEUNA – Services des Marchés et Achats -

Tél : 04.38.78.23.19

Email : valerie.dielna@cea.fr

Isabelle BOREL – Services des Marchés et Achats -
Email : isabelle.borel@cea.fr

Tél : 04.38.78.13.36

Responsable du Bureau des Transports Règlementés :

M. Jean-Claude BAILLARD

Tél. : 04.38.78.40.36

Email : jean-claude.baillard@cea.fr

Comptabilité fournisseur :

Tél : 01 69 08 47 50

Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne]

Pour les formalités de dédouanement, le Titulaire doit s'adresser à :

ZIEGLER

23 Rue de Brotterode
38950 - St Martin le Vinoux
France

Vos correspondants : cea.grenoble@zieglergroup.com

Tel : +33 4 76 56 57 12

3.3 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél : _____

Correspondant commercial :

Tél : _____

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 4 -DEFINITION DES FOURNITURES

Le Titulaire s'engage à fournir les Fourniture, incluses dans l'annexe n°1 « Bordereau des Prix unitaires » conformément aux caractéristiques définies dans le cahier des charges.

ARTICLE 5 -DUREE ET PHASES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans fermes, soit du **xx/xx /2026 jusqu'au xx/xx/ 2030**. Il est composé d'une (1) tranche ferme et de douze (12) tranches optionnelles organisées comme suit :

**à finaliser dans l'accord-cadre définitif.*

5.1 –Tranche ferme

Elle porte sur la Fourniture d'un lot de 25 wafers CMOS 200mm comportant un réseau d'interconnexion sur SI, d'un jeu de 7 masques.

5.2 –Tranches optionnelles

Au cours de la durée de l'accord-cadre, le CEA peut affermir les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : Fourniture d'un jeu de 7 masques
- Tranche optionnelle n°2 : Fourniture d'un jeu de 7 masques
- Tranche optionnelle n°3 : Fourniture d'un jeu de 7 masques
- Tranche optionnelle n°4 : Fourniture d'un jeu de 7 masques
- Tranche optionnelle n°5 : Fourniture d'un lot de 25 wafers CMOS
- Tranche optionnelle n°6 : Fourniture d'un lot de 25 wafers CMOS
- Tranche optionnelle n°7 : Fourniture d'un lot de 25 wafers CMOS
- Tranche optionnelle n°8 : Fourniture d'un lot de 25 wafers CMOS
- Tranche optionnelle n°9 : Fourniture d'un lot de 25 wafers CMOS
- Tranche optionnelle n°10 : Fourniture d'un masque
- Tranche optionnelle n°11 : Fourniture d'un masque
- Tranche optionnelle n°12 : Fourniture d'un masque
- Tranche optionnelle n°13 : Fourniture d'un masque
- Tranche optionnelle n°14 : Fourniture d'un masque
- Tranche optionnelle n°15 : Fourniture d'un masque

Le CEA affermit les tranches optionnelles, si besoin, par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans un délai d'au moins deux (2) mois avant le terme de l'accord-cadre.

Le non affermissement d'une ou des tranches optionnelles n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

ARTICLE 6 -CONDITION D'EXECUTION

6.1- Conditions générales d'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire, en tant que spécialiste des Fournitures qui lui sont demandées au titre du présent accord-cadre, s'engage à les fournir dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leur sont applicables et dans le souci de l'optimisation de la qualité du produit commandé.

6.2- Formalisme des bons de commande

Au titre de présent accord-cadre, le CEA adresse au Titulaire des bons de commande successifs selon ses besoins.

Ces bons de commande comportent leur propre numéro et référencent le présent accord-cadre.

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison de la Fourniture qu'après avoir reçu un bon de commande du CEA, par email, précisant les éléments suivants :

- La désignation et le type de wafers ou de masques ;
- Les quantités demandées ;
- Les prix unitaires de la Fourniture en fonction du délai de livraison demandé ;
- Un certificat d'analyse ;
- La référence du présent accord-cadre.

Les bons de commandes sont régis par les dispositions du présent accord-cadre à bons de commande et sont passés sur la base des prix unitaires figurant à l'annexe 1 « Bordereau des prix unitaires » de l'accord-cadre.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse **xxxx@xxxx.**

(à compléter par le soumissionnaire)

6.1– Quantités commandées

Le Titulaire ne peut imposer de minimum de commande au titre du présent accord-cadre. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité au titre de quantités de commandes ou de montants commandés non atteints.

6.2– Délais de livraison

Les délais prennent effet à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à livrer les Fournitures dans les délais indiqués à l'article 8 de l'accord-cadre :

6.3– Cas d'une Fourniture non référencée en annexe 1

Dans le cas où une Fourniture n'est pas listée en article 1 au présent accord-cadre à bons de commande, le CEA fait une demande de prix au Titulaire. Celui-ci doit répondre dans un délai n'excédant pas deux (2) jours ouvrés à compter de la demande de prix du CEA confirmée par email, conformément aux spécifications du cahier des charges.

Sur la base d'un devis remis et en cas d'acceptation de celui-ci par le CEA, le CEA établit une commande en référence à l'accord-cadre à bon de commande.

Le CEA peut décider annuellement d'intégrer ces Fournitures dans l'article 1 par avenant au présent accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 7 -CONFIDENTIALITE

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 8 -DELAIS DE LIVRAISON

T₀ étant la date de notification du présent accord-cadre

T₁ étant la date d'envoi du bon de commande pour les Tranches optionnelles n°1,2,3 et 4.

T₂ étant la date d'envoi du bon de commande pour les Tranches optionnelles n°5,6,7,8 et 9

T₃ étant la date d'envoi du bon de commande pour les Tranches optionnelles n°10,11,12,13,14 et 15.

Le Titulaire doit respecter les délais suivants :

Tranches	Fournitures	Délai de livraison standard maximum souhaité par le CEA*	Délai de livraison standard à confirmer par le Titulaire	Délai de livraison urgent à confirmer par le Titulaire*
Ferme	-1 lot de 25 wafers CMOS -1 jeu de 7 masques	T0 + 24 semaines T0 + 24 semaines	_____ semaines _____ semaines	_____ semaines _____ semaines
Optionnelle 1	-1 jeu de 7 masques	T1 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 2	-1 jeu de 7 masques	T1 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 3	-1 jeu de 7 masques	T1 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 4	-1 jeu de 7 masques	T1 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 5	-1 lot de 25 wafers CMOS	T2 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 6	-1 lot de 25 wafers CMOS	T2 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 7	-1 lot de 25 wafers CMOS	T2 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 8	-1 lot de 25 wafers CMOS	T2 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 9	-1 lot de 25 wafers CMOS	T2 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 10	- 1 masque	T3 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 11	- 1masque	T3 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 12	- 1 masque	T3 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 13	- 1 masque	T3 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 14	- 1masque	T3 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines
Optionnelle 15	- 1masque	T3 + 24 semaines	_____ semaines	_____ semaines

**à finaliser dans le marché définitif.*

En cas de difficultés relative à la livraison, le Titulaire doit en informer au plus tôt les correspondants techniques CEA désignés à l'article 3 du présent accord-cadre.

Une livraison anticipée est possible avec l'accord écrit du CEA.

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 9 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON

La Fourniture est emballée sous la responsabilité du Titulaire.

L'Incoterm retenu est DAP CEA Grenoble (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le transfert des risques a lieu après la livraison.

Les livraisons sont uniquement effectuées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00. Toute livraison doit être faite au Bâtiment « RECEPTION » du CEA sous peine de retard important dans les règlements.

Le Titulaire doit impérativement indiquer sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent accord-cadre et le bon de commande auquel il se réfère.

Pour chaque Fourniture livrée, le Titulaire doit obligatoirement transmettre le rapport de Certificat de Conformité par ftp, selon le format xml convenu entre le Titulaire et le CEA.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant en termes de manutention que de conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous les règlements et normes en vigueur.

Si des conditions particulières de stockage (température, éclairage,...) sont requises, elles sont identifiées et affichées en caractères spéciaux.

ARTICLE 10 -RECEPTION DES FOURNITURES

A la livraison le CEA effectue sur site un contrôle qualitatif et quantitatif de la Fourniture et vérifie sa conformité par rapport aux spécifications du cahier des charges cité à l'article 2.

La Fourniture n'est acceptée par le CEA que si les contrôles sont conformes aux conditions contractuelles.

La signature du Bordereau de Livraison par le CEA entraîne le transfert de propriété de la Fourniture.

ARTICLE 11 -FOURNITURE NON CONFORME

Pour le cas où la Fourniture ne répond pas aux exigences du cahier des charges et ne peut pas être acceptée et/ou recettée par le CEA, elle est retournée au Titulaire aux frais de celui-ci.

11.1- Non conformités constatées lors de la réception

Le Titulaire procède à la livraison de la Fourniture.

Après chaque livraison, le CEA, ou la personne habilitée par le CEA, effectue sur site un contrôle quantitatif de la Fourniture livrée par le Titulaire et vérifie sa conformité par rapport aux spécifications détaillées au Cahier des charges.

Les Fournitures ne sont acceptées qu'après un contrôle quantitatif par le CEA.

Dans le cas où la Fourniture livrée ne répond pas aux exigences du Cahier des charges (notamment le respect des règles du Clean concept) ou de l'appel à la livraison, le CEA informe le Titulaire de cette non-conformité par écrit dans un délai maximum, à compter de la livraison, de :

- Quarante-huit heures si ce défaut est lié aux conditions de transport
- Dix jours si ce défaut ou cette non-conformité ne sont pas causés par le transport.

Toute Fourniture non conforme est refusée par le CEA et fait l'objet des dispositions suivantes :

La Fourniture est :

- Soit reprise par le Titulaire dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier du CEA l'informant de la non-conformité,
- Soit sur demande du Titulaire, renvoyée à ses frais (port dû) et à ses risques à l'adresse indiquée.

Le cas échéant, le Titulaire doit faire le nécessaire pour assurer, à ses frais, le remplacement ou la remise en état des Fournitures non conformes à compter de la

transmission de l'E-mail signalant la non-conformité et dans le respect du délai contractuel de livraison visé à l'article 8 de l'accord-cadre.

11.2- Non conformités constatées à postériori

Certaines non-conformités ne peuvent être identifiées que lors de la mise en service ou l'utilisation de la Fourniture. C'est le cas de la pureté, ou autres spécifications techniques de la Fourniture qui interviennent pendant la durée de vie de garantie par le Titulaire pour chaque Fourniture.

Dans ce cas, le CEA notifie au Titulaire la non-conformité constatée.

La Fourniture des masques est :

- Soit reprise par le Titulaire dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier du CEA l'informant de la non-conformité,
- Soit, sur demande du Titulaire, renvoyée à ses frais (port dû) et à ses risques à l'adresse indiquée.

Le cas échéant, le Titulaire doit faire le nécessaire pour assurer, à ses frais, le remplacement ou la remise en état des Fournitures non conformes à compter de la transmission de l'E-mail signalant la non-conformité et dans le respect du délai contractuel de livraison visé à l'article 8 de l'accord-cadre.

Dans le cas de wafers non conformes :

- La Fourniture est identifiée et livrée au CEA qui se chargera de sa destruction

11.3- Prise en charge des coûts de destruction en cas de non conformités

Dans le cas d'une Fourniture non conforme, le coût de destruction de la Marchandise est à la charge du Titulaire. Le Titulaire assure le suivi de la destruction (technique et réglementaire) et communique au CEA les éléments et documents afférents.

ARTICLE 12 -GARANTIE

La Fourniture est garantie **xx mois** à dater de sa réception contre tout vice de matière, de fabrication, de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges.

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 13 -RAPPORT DE DEFAILLANCE

Après la période de garantie, sur demande du CEA et après accord du Titulaire, le Titulaire s'engage à analyser les Fournitures défectueuses. Cette prestation est comprise dans les prix tels que définis à l'article 16.

ARTICLE 14 -SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

12.1 – Disposition générales

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs conformément au Cahier des charges et documents permettant de suivre le volume et le bon déroulement des prestations prévues au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit assurer un rôle de conseil auprès du CEA sur l'utilisation et l'évolution des Fournitures commandées au titre du présent accord-cadre.

Il informe le CEA des défauts connus d'une Fourniture, des changements de politique de son entreprise (abandon d'une gamme de produits, cessation d'activité touchant

directement le fonctionnement de l'accord-cadre,...) et prend les mesures correctives qui en découlent.

À tout moment, le CEA peut bénéficier gratuitement de la part du Titulaire de conseils divers sur les Fournitures concernées par le présent accord-cadre.

12.2 – Rapports d'activité

Le Titulaire rédigera un rapport d'activité tous les six (6) mois, qu'il enverra par courrier électronique au CEA.

Chaque rapport d'activité doit mentionner les points suivants :

- Un rapport sur les Fournitures livrées au cours des six derniers mois,
- Les difficultés rencontrées au cours des six derniers mois,
- Les analyses des anomalies détectées,
- Les améliorations proposées.

12.3 – Réunions

Des réunions de suivi et de contrôle des Fournitures peuvent être organisées à l'initiative du CEA, afin de compléter les rapports d'activité.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 15 -SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre d'une amélioration des connaissances sur l'empreinte environnementale de l'accord-cadre, le Titulaire communique au plus tard 6 mois après la prise d'effet de l'accord-cadre, les différents impacts environnementaux (gaz à effet de serre, eau, énergie,...) générés dans le cadre des fournitures.

A chaque réunion annuelle, ces différents impacts environnementaux sont abordés dans le cadre d'un plan de progrès.

Le Titulaire détaille les évolutions de ses pratiques environnementales existantes au début de l'accord-cadre. Ce plan de progrès est commenté par le Titulaire qui fait également des propositions d'améliorations pour l'année suivante. Le Titulaire pourra dérouler sa présentation sous un format « cycle de vie », à savoir :

- Matières premières utilisées,
- Fabrication produit/emballage,
- Transport,
- Utilisation,
- Fin de vie.

ARTICLE 16 -PRIX

16.1 –Montant maximum

Le montant total maximum de l'accord-cadre, toutes commandes confondues auprès du Titulaire, et pour toute la durée de l'accord-cadre est inférieur au plafond de **450 000 € HT**.

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum total des bons de commande.

16.2–Prix unitaires

Le Titulaire s'engage à appliquer les prix unitaires figurant au « Bordereau des prix unitaires » joint en annexe n°1.

Ces prix s'entendent en euros hors taxes et sont fermes pendant la première année du présent accord-cadre.

Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont inclus dans les prix unitaires.

16.3–Révision des prix

Les prix fixés à l'article 16 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et sont fermes pour la première année.

Au-delà ils peuvent être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre en cas de variation de plus de 10% des prix unitaires, après acceptation des justifications de l'augmentation des prix. Le Titulaire adresse au CEA, un mémoire justifiant l'augmentation comprenant toutes les pièces justificatives permettant de la démontrer (hausse des prix de matières premières, de l'énergie, du transport etc).

L'accord sur les nouveaux prix est formalisé par voie d'avenant.

ARTICLE 17 -RESILIATION

Les dispositions du chapitre 13 des Conditions Générales d'Achat du CEA s'appliquent.

ARTICLE 18 -PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

18.1 – Retards portant sur les délais de livraison et sur la qualité des Fournitures (cf indicateurs à l'article 13.1 du cahier des charges)

Tâches	Indicateur	Objectif	Méthode de calcul de l'indicateur	Pénalités
Délai de livraison	Date limite indiquée dans l'accord-cadre	0% de retard	Écart entre date d'envoi de la demande de livraison et la date effective de la livraison	150 € par jour de retard
Conformité de la fourniture avec les impératifs du cahier des charges	Conformité des Fournitures avec le paragraphe 4.11 du cahier des charges	0% de non-conformité	Nombre de non conformités	200 € par non-conformité

18.2– Non-remise de documents

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 450 euros HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT de l'Accord-cadre fixé à l'article 16.1 « Montant maximum de l'Accord-cadre » ci-dessus.

18.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'alinéa ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard.

18.4 – Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 19 -CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

- 100% du montant HT des bons de commande émis sur la base des montants indiqués à l'annexe n°1 correspondante du présent accord-cadre et la totalité des taxes afférentes à la réception sans réserve des fournitures correspondantes.

ARTICLE 20 — CONDITIONS DE PAIEMENT – REGLEMENTS

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent accord-cadre.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de l'accord-cadre/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

-

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 21 -RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

ARTICLE 22 -REGIME FISCAL [à supprimer si marché à l'étranger]

Le régime des taxes applicables au présent accord-cadre est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023, seront soumis à TVA.

OU

REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier]

22.1 - Régime fiscal

Le régime des taxes applicables au présent accord-cadre est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023, seront soumis à TVA.

L'importation de l'équipement objet de l'accord-cadre entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

En fonction de l'option retenue, la prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

22.2 - Régime douanier :

Le Titulaire s'engage à livrer au CEA les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation du bien objet du présent accord-cadre.

Le titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, d'éléments, d'accessoires et d'outils spécifiques (règlement CE 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques objectives et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement aptes à la réalisation d'activités scientifiques et que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par l'importateur restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement de la marchandise sera pris en charge par le représentant en douane agréé du CEA/Grenoble c'est-à-dire la société ZIEGLER, située 23 rue de Brotterode, 38950 Saint Martin le Vinoux, depuis le départ de la marchandise avec les numéros de LTA (airway bill) en cas de transport aérien ou d'une copie du connaissement (bill of lading) en cas de transport maritime, et la facture accompagnant le transport.

ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FRI]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 24 -LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent accord-cadre est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif à l'accord-cadre marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 25 -CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,